

Moyen-Orient

24. La situation au Moyen-Orient

Pendant la période considérée, le Conseil de sécurité a tenu 78 séances publiques, dont une réunion de haut niveau²⁵⁶, sur la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ». Il a adopté 15 résolutions et publié 4 déclarations de sa présidence au titre de cette question. Neuf projets de résolution, portant sur un large éventail de mesures proposées par le Conseil de sécurité en lien avec la situation en République arabe syrienne, n'ont pas été adoptés en raison du vote négatif d'un ou de plusieurs membres permanents. En outre, le Conseil a tenu six séances (trois en 2016 et trois en 2017) avec les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) en application de la résolution 1353 (2001)²⁵⁷. On trouvera dans les tableaux ci-après, qui concernent la République arabe syrienne, le Yémen, la FNUOD et la FINUL, de plus amples informations sur les séances, notamment sur les participants, les intervenants et les décisions.

En 2016 et 2017, au titre de cette question, le Conseil s'est penché sur le conflit en République arabe syrienne, le conflit au Yémen, le mandat de la FNUOD et le mandat de la FINUL. Il a renouvelé le mandat de la FNUOD à quatre reprises pour des périodes de six mois, la dernière allant jusqu'au 30 juin 2018²⁵⁸. Il a également renouvelé le mandat de la FINUL à deux reprises pour des périodes d'un an, la dernière allant jusqu'au 31 août 2018²⁵⁹.

Les discussions du Conseil concernant le conflit en République arabe syrienne ont porté principalement sur trois aspects spécifiques : le processus politique visant à mettre fin au conflit, la prolifération et l'emploi d'armes chimiques et la situation humanitaire dans le pays. En parallèle de l'activité du Conseil, l'Assemblée générale a examiné différents aspects du conflit en République arabe syrienne, au titre de plusieurs points de son ordre du jour. En décembre 2016, dans le cadre du point intitulé « Prévention des conflits armés », elle a notamment adopté la résolution 71/248, par laquelle elle a décidé de créer le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables²⁶⁰.

Au cours de la période considérée, le Conseil a entendu régulièrement des exposés sur le processus politique présentés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, dans lesquels ce dernier a abordé l'évolution du processus politique et des négociations conduites à Genève et en particulier l'action menée par la communauté internationale et par l'Organisation des Nations Unies pour réduire la violence dans le pays. Le 30 décembre 2016, un cessez-le-feu a été convenu par les parties belligérantes en Syrie, dont la Turquie et la Fédération de Russie se sont portées garantes²⁶¹. Dans sa résolution 2336 (2016), datée du 31 décembre 2016, le Conseil a pris note des documents publiés par ces dernières²⁶². En 2017, l'Envoyé spécial a également rendu compte des progrès accomplis en matière de désescalade dans le pays. La même année, le Conseil a entendu des exposés sur les négociations conduites à Genève et sur les réunions tenues dans d'autres villes, comme Astana, Amman, Riyad et Moscou, au cours desquelles les participants ont abordé divers aspects du conflit syrien.

Sur la question de l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne, le Conseil a entendu quatre

²⁵⁶ Voir [S/PV.7774](#). Pour plus d'informations sur le format des séances, voir la section I de la deuxième partie.

²⁵⁷ Tenue au titre de la question intitulée « Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) ». Pour la FNUOD, voir [S/PV.7720](#) (21 juin 2016), [S/PV.7835](#) (13 décembre 2016), [S/PV.7972](#) (15 juin 2017) et [S/PV.8131](#) (12 décembre 2017) ; pour la FINUL, voir [S/PV.7756](#) (22 août 2016) et [S/PV.8023](#) (10 août 2017).

²⁵⁸ Résolutions [2294 \(2016\)](#), par. 11, [2330 \(2016\)](#), par. 11, [2361 \(2017\)](#), par. 11 et [2394 \(2017\)](#), par. 11. Pour plus d'informations sur le mandat de la FNUOD, voir la section I (Opérations de maintien de la paix) de la dixième partie.

²⁵⁹ Résolutions [2305 \(2016\)](#), par. 1 et [2373 \(2017\)](#), par. 1. Pour plus d'informations sur le mandat de la FINUL, voir la section I (Opérations de maintien de la paix) de la dixième partie.

²⁶⁰ Pour plus d'informations sur les relations avec l'Assemblée générale, voir la section I de la quatrième partie.

²⁶¹ Voir la lettre datée du 29 décembre 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Fédération de Russie et de la Turquie ([S/2016/1133](#), annexes I à V).

²⁶² Résolution [2336 \(2016\)](#), par. 1.

exposés du Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les affaires de désarmement concernant l'application de la résolution 2118 (2013). Les exposés comportaient également des informations sur l'état d'avancement des enquêtes menées par la mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en République arabe syrienne et le Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU sur les attaques à l'arme chimique qui auraient eu lieu dans le pays. À des séances tenues en novembre 2017, les membres du Conseil ont exprimé des points de vue divergents au sujet de la qualité de l'enquête du Mécanisme d'enquête conjoint et de la façon dont elle était conduite²⁶³. À la suite de la publication du septième rapport du Mécanisme²⁶⁴, les États Membres ont proposé trois résolutions différentes pour le renouvellement du mandat de celui-ci, mais elles n'ont pas été adoptées par le Conseil²⁶⁵. Le mandat du Mécanisme a donc pris fin le 17 novembre 2017²⁶⁶. En ce qui concerne la situation humanitaire dans le pays, le Conseil a entendu des exposés mensuels du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence sur plusieurs sujets, tels que : les répercussions des sièges sur le plan humanitaire pour la population civile, les conséquences du déplacement de millions de civils, les difficultés rencontrées en matière d'acheminement de l'aide humanitaire et d'accès des convois humanitaires aux zones assiégées et aux zones difficiles à atteindre, et la nécessité de protéger les installations médicales et le personnel médical dans tout le pays. C'est pourquoi par sa résolution 2332 (2016) du 21 décembre 2016, le Conseil a renouvelé sa décision d'autoriser les agences humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires d'exécution à utiliser les routes franchissant les lignes de conflit, y compris tous les postes frontalière, afin de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne aux personnes qui en ont besoin dans tout le pays, et ce pour une période supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 10 janvier 2018²⁶⁷. Par la même résolution, il a également renouvelé l'autorisation donnée au mécanisme de surveillance placé sous l'autorité du Secrétaire général qui a été constitué pour superviser l'aide humanitaire, en application de la résolution 2165 (2014). Le 19 décembre 2017, par sa résolution 2393 (2017), il a prolongé l'application de ces mesures

pour une nouvelle période de 12 mois allant jusqu'au 10 janvier 2019²⁶⁸.

Au sujet du conflit au Yémen, le Conseil a entendu en 2016 et 2017 des exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, dans lesquels ce dernier a mis l'accent sur le processus de paix et le processus politique et sur les conséquences du conflit armé dans le pays. Le Conseil a également entendu des exposés du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, qui ont porté principalement sur la situation humanitaire désastreuse que connaissait la Syrie en raison du conflit armé. Pendant la période considérée, le Conseil a aussi renouvelé les sanctions imposées par les résolutions 2140 (2014) et 2216 (2015), à savoir un gel des avoirs, une interdiction de voyager et un embargo sur les armes. Par ses résolutions 2266 (2016) et 2342 (2017), il a prorogé à deux reprises le mandat du Groupe d'experts pour des périodes de 13 mois allant jusqu'au 27 mars 2017 et jusqu'au 28 mars 2018, respectivement²⁶⁹.

Au cours de la période considérée, le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a été renouvelé à quatre reprises pour des périodes de six mois, la dernière allant jusqu'au 30 juin 2018²⁷⁰. Dans le cadre du renouvellement du mandat de la Force, les membres du Conseil se sont penchés sur la détérioration de la situation en matière de sécurité dans la zone de séparation en raison des effets persistants du conflit syrien.

En ce qui concerne la situation politique au Liban, le Conseil a publié deux déclarations de son président dans lesquelles il a abordé la question de la vacance de la présidence du pays, qui durait depuis deux ans. En juillet 2016, il a exprimé la vive inquiétude que lui inspirait cette situation et a appelé toutes les parties à participer à la négociation d'un accord de compromis pour mettre un terme à la crise politique et institutionnelle au Liban²⁷¹. Le

²⁶³ Voir S/PV.8090, S/PV.8105 et S/PV.8107.

²⁶⁴ S/2017/904, annexe.

²⁶⁵ S/2017/962, S/2017/968 et S/2017/970.

²⁶⁶ Pour plus d'informations sur le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint, voir la section III (Organes d'enquête) de la neuvième partie.

²⁶⁷ Résolution 2332 (2016), par. 2.

²⁶⁸ Résolution 2393 (2017), par. 2.

²⁶⁹ Résolution 2266 (2016), par. 5 et résolution 2342 (2017), par. 5. Pour plus d'informations sur les sanctions concernant le Yémen, voir la section III (Mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée, prises en vertu de l'Article 41 de la Charte) de la septième partie ; pour plus d'informations sur le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014) et sur le Groupe d'experts, voir la section I (Comités) de la neuvième partie.

²⁷⁰ Résolutions 2294 (2016), par. 11, 2330 (2016), par. 11, 2361 (2017), par. 11 et 2394 (2017), par. 11.

²⁷¹ S/PRST/2016/10, troisième et cinquième paragraphes.

1^{er} novembre, le Conseil s'est félicité de l'élection du Président du Liban, qui avait eu lieu la veille, et a exhorté celui-ci et les dirigeants libanais à assurer la stabilité du pays en formant rapidement un gouvernement²⁷². Le 19 décembre 2017, à la suite de la démission du Premier Ministre du Liban en novembre 2017 et de son retour dans le pays plus tard le même mois, le Conseil a publié une déclaration à la presse dans laquelle il a salué la décision de celui-ci de retourner au Liban et de poursuivre son mandat. Dans cette déclaration, il a également rappelé la nécessité de

protéger le Liban contre les crises qui déstabilisaient le Moyen-Orient. Pendant la période considérée, le Conseil a prorogé le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) à deux reprises pour des périodes d'un an, la dernière allant jusqu'au 31 août 2018²⁷³. À la séance du 30 août 2017, la représentante des États-Unis a exprimé son ferme appui à la mission, mais déclaré que le Hezbollah était en train de se réarmer et constituait une menace pour la région²⁷⁴.

²⁷² S/PRST/2016/15, deuxième paragraphe.

²⁷³ Résolutions 2305 (2016), par. 1 et 2373 (2017), par. 1.

²⁷⁴ S/PV.8037, p. 2 et 3 (États-Unis).

Séances : la situation au Moyen-Orient – République arabe syrienne

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|------------------------------|--|--|---|--|--|---|
| S/PV.7605 15 janvier 2016 | | | République arabe syrienne | Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7612 27 janvier 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/60) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies | Tous les invités | |
| S/PV.7631 24 février 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/156) | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les invités | |
| S/PV.7634 26 février 2016 | | Projet de résolution présenté par les États-Unis et la Fédération de Russie (S/2016/185) | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Tous les membres du Conseil ^a , tous les invités ^b | Résolution 2268 (2016) 15-0-0 |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--|--|-------------------------|---|---|---|---|
| S/PV.7660 30 mars 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/272) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.7682 28 avril 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/384) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Secrétaire général adjoint ^c | |
| S/PV.7687 4 mai 2016 | | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7701 27 mai 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/460) | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Deux membres du Conseil [États-Unis, Venezuela (République bolivarienne du)], tous les invités ^d | |
| S/PV.7725 23 juin 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/546) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.7744 25 juillet 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--------------------------------|---|--|---|---|--|---|
| | 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/631) | | | | | |
| S/PV.7757 22 août 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/714) | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | 14 membres du Conseil ^e , tous les invités | |
| S/PV.7774 21 septembre 2016 | | | République arabe syrienne, Turquie | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Secrétaire général, tous les membres du Conseil ^f , tous les invités | |
| S/PV.7777 25 septembre 2016 | | | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7780 29 septembre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/796) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Un membre du Conseil (Uruguay), Secrétaire général adjoint ^d | |
| S/PV.7785 8 octobre 2016 | | Projet de résolution présenté par 46 États Membres ^g (S/2016/846) Projet de résolution présenté par la Fédération de Russie (S/2016/847) | 41 États Membres ^h | | Tous les membres du Conseil ⁱ , République arabe syrienne | Projet de résolution (S/2016/846) non adopté 11-2-2 ^j Projet de résolution (S/2016/847) non adopté 4-9-2 ^k |
| S/PV.7795 26 octobre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | 13 membres du Conseil ^l , tous les invités | |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|-------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| | 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/873) | | | | | |
| S/PV.7798 31 octobre 2016 | Lettre datée du 21 octobre 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2016/888) | Projet de résolution présenté par les États-Unis (S/2016/905) | | | Sept membres du Conseil ^m | Résolution 2314 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7815 17 novembre 2016 | | Projet de résolution présenté par les États-Unis (S/2016/974) | | | Neuf membres du Conseil ⁿ | Résolution 2319 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7817 21 novembre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/962) | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, représentante de l'Organisation mondiale de la santé en Syrie | Tous les membres du Conseil, tous les invités ^p | |
| S/PV.7822 30 novembre 2016 | | | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) | Tous les membres du Conseil, tous les invités ^p | |
| S/PV.7825 5 décembre 2016 | | Projet de résolution présenté par l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande (S/2016/1026) | République arabe syrienne | | Tous les membres du Conseil, République arabe syrienne | Projet de résolution (S/2016/1026) non adopté 11-3-1 ^q |
| S/PV.7834 13 décembre 2016 | | | République arabe syrienne | | Secrétaire général, tous les membres du Conseil, République arabe syrienne | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|---|--|--|---|---|--|---|
| S/PV.7841 19 décembre 2016 | | Projet de résolution présenté par la France (S/2016/1071) | | | | Résolution 2328 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7849 21 décembre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/1057) | Projet de résolution présenté par l'Égypte, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande (S/2016/1077) | | | | Résolution 2332 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7852 23 décembre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/1057) | | | Directeur de la Division de la coordination et des interventions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires | Deux membres du Conseil (Fédération de Russie, Nouvelle-Zélande), Directeur de la Division de la coordination et des interventions | |
| S/PV.7855 31 décembre 2016 | Lettre datée du 29 décembre 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies et le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2016/1133) | Projet de résolution présenté par la Fédération de Russie et la Turquie (S/2016/1138) | | | Tous les membres du Conseil | Résolution 2336 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7870 26 janvier 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), tous les invités | |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|------------------------------|--|--|---|---|--|---|
| | 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/58) | | | Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial, Directeur exécutif du Programme de l'Organisation mondiale de la santé pour la gestion des situations d'urgence sanitaire | | |
| S/PV.7888 22 février 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/144) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Un membre du Conseil (Uruguay), Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.7893 28 février 2017 | Lettre datée du 24 février 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2017/170) | Projet de résolution présenté par 42 États Membres ^s (S/2017/172) | 36 États Membres ^t | | Tous les membres du Conseil, République arabe syrienne | Projet de résolution (S/2017/172) non adopté 9-3-3 ^u |
| S/PV.7909 30 mars 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/244) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Trois membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Suède, Uruguay), Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.7915 5 avril 2017 | Lettre datée du 27 mars 2017, adressée au | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint et Haut- Représentant pour les | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--|--|--|---|---|--|--|
| | Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/260) | | | affaires de désarmement | | |
| S/PV.7919 7 avril 2017 | | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires politiques | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7921 12 avril 2017 | | | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7922 12 avril 2017 | | Projet de résolution présenté par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (S/2017/315) | République arabe syrienne | | Tous les membres du Conseil, République arabe syrienne | Projet de résolution (S/2017/315) non adopté 10-2-3 ^v |
| S/PV.7931 27 avril 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/339) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les membres du Conseil, Secrétaire général adjoint ^d | |
| S/PV.7944 22 mai 2017 | | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Quatre membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Kazakhstan, Ukraine, Uruguay), Envoyé spécial ^b | |
| S/PV.7946 23 mai 2017 | Lettre datée du 28 avril 2017, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/373) Lettre datée du 4 mai 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/400) | | | Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), Secrétaire générale adjointe | |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--|--|-------------------------|---|---|--|---|
| | Lettre datée du 18 mai 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/440) | | | | | |
| S/PV.7955 30 mai 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) , 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/445) | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |
| S/PV.7973 15 juin 2017 | Lettre datée du 30 mai 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/469) | | | Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement | Un membre du Conseil (Uruguay), Secrétaire générale adjointe | |
| S/PV.798 27 juin 2017 | | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Deux membres du Conseil (Kazakhstan, Uruguay), Envoyé spécial ^b | |
| S/PV.7987 29 juin 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) , 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/541) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Un membre du Conseil (Uruguay), Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.8015 27 juillet 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014) , 2165 (2014) , 2191 (2014) , 2258 (2015) et 2332 (2016) du | | République arabe syrienne | Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence | Trois membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), États-Unis, Uruguay), tous les invités ^w | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--------------------------------|---|---|---|---|--|---|
| S/PV.8036 30 août 2017 | Conseil de sécurité (S/2017/623) Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/733) | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Un membre du Conseil (Uruguay), tous les invités ^b | |
| S/PV.8058 27 septembre 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/794) | | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Quatre membres du Conseil (États-Unis, Fédération de Russie, Kazakhstan, Uruguay), tous les invités | |
| S/PV.8073 24 octobre 2017 | | Projet de résolution présenté par 41 États Membres ^x (S/2017/884) | 35 États Membres ^y | | Tous les membres du Conseil | Vote de procédure (art. 33.3) ^z Projet de résolution (S/2017/884) non adopté 11-2-2 ^{aa} |
| S/PV.8076 26 octobre 2017 | | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Un membre du Conseil (Uruguay), Envoyé spécial ^b | |
| S/PV.8081 30 octobre 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/902) | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), Secrétaire général adjoint ^{bb} | |
| S/PV.8090 7 novembre 2017 | Lettre datée du 26 octobre 2017, adressée au Président du | | République arabe syrienne | Secrétaire générale adjointe et Haut-Représentante pour les affaires de | Tous les membres du Conseil, tous les invités | |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|-------------------------------|--|--|---|--|---|--|
| | Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/904) Lettre datée du 25 octobre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/905) Lettre datée du 30 octobre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/916) | | | désarmement, Chef du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies | | |
| S/PV.8105 16 novembre 2017 | | Projet de résolution présenté par la Chine et la Fédération de Russie (S/2017/933) Projet de résolution présenté par sept États Membres ^{cc} (S/2017/962) Projet de résolution présenté par la Bolivie (État plurinational de) (S/2017/968) | République arabe syrienne | | Tous les membres du Conseil, République arabe syrienne | Vote de procédure (art. 32) ^{dd} Projet de résolution (S/2017/962) non adopté 11-2-2 ^{ee} Projet de résolution (S/2017/968) non adopté 4-7-4 ^{ff} |
| S/PV.8107 17 novembre 2017 | | Projet de résolution présenté par le Japon (S/2017/970) | | | 11 membres du Conseil ^{gg} | Projet de résolution (S/2017/970) non adopté 12-2-1 ^{hh} |
| S/PV.8113 27 novembre 2017 | | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), Envoyé spécial ^b | |
| S/PV.8117 29 novembre 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions | | République arabe syrienne | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Six membres du Conseil ⁱⁱ , tous les invités | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|-------------------------------|--|--|---|---|--|---|
| S/PV.8141 19 décembre 2017 | 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/982) | Projet de résolution présenté par l'Égypte, le Japon et la Suède (S/2017/1063) | | | 12 membres du Conseil ⁱⁱ | Résolution 2393 (2017) 12-0-3 ^{kk} |
| S/PV.8142 19 décembre 2017 | Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/1057) | | République arabe syrienne | Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), tous les invités | |

^a La Fédération de Russie était représentée par son vice-ministre des affaires étrangères.

^b L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie a participé à la séance par visioconférence depuis Genève.

^c Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a participé à la séance par visioconférence depuis Vienne.

^d Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a participé à la séance par visioconférence depuis Genève.

^e Angola, Chine, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Japon, Malaisie (Présidente du Conseil de sécurité), Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Sénégal, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

^f L'Égypte, le Sénégal et l'Ukraine étaient représentés par leurs présidents respectifs ; Le Japon et la Nouvelle-Zélande (Présidente du Conseil de sécurité) par leurs premiers ministres ; la Malaisie par son vice-premier ministre et ministre des affaires intérieures ; l'Angola par son secrétaire d'État aux relations extérieures ; la Chine, la Fédération de Russie et l'Uruguay par leurs ministres des affaires étrangères ; la France par son ministre des affaires étrangères et du développement international ; l'Espagne par son ministre des affaires étrangères et de la coopération ; le Royaume-Uni par son ministre des affaires étrangères et du Commonwealth ; les États-Unis par leur secrétaire d'État ; le Venezuela (République bolivarienne du) par sa ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures.

^g Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie et Ukraine.

^h Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Estonie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède et Turquie.

ⁱ La France était représentée par son ministre des affaires étrangères et du développement international.

^j *Pour* : Égypte, Espagne, États-Unis, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Sénégal, Ukraine, Uruguay ; *contre* : Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du) ; *abstentions* : Angola, Chine.

^k *Pour* : Chine, Égypte, Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du) ; *contre* : Espagne, États-Unis, France, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Sénégal, Ukraine ; *abstentions* : Angola, Uruguay.

Séances : la situation au Moyen-Orient - Yémen

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|---|--|---|---|---|---|---|
| S/PV.7622 16 février 2016 | | | | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Secrétaire général adjoint | |
| S/PV.7625 17 février 2016 | | | | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen | Un membre du Conseil (Japon) ^a , Envoyé spécial | |
| S/PV.7630 24 février 2016 | Lettre datée du 22 janvier 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen créé en application de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité (S/2016/73) | Projet de résolution présenté par le Royaume-Uni (S/2016/172) | | | Un membre du Conseil (Égypte) | Résolution 2266 (2016) 15-0-0 (adoptée au titre du Chapitre VII) |
| S/PV.7641 3 mars 2016 | | | Yémen | Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Tous les invités ^b | |
| S/PV.7672 15 avril 2016 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence | Tous les invités | |
| S/PV.7676 25 avril 2016 | | | | | | S/PRST/2016/5 |
| S/PV.7721 21 juin 2016 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen | Tous les invités ^c | |
| S/PV.7765 31 août 2016 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen | Tous les invités | |
| S/PV.7797 31 octobre 2016 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Programme alimentaire mondial | Tous les membres du Conseil, tous les invités ^d | |

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 2016-2017

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre- abstentions)</i> |
|---|--|---|---|---|---|--|
| S/PV.7871 26 janvier 2017 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Un membre du Conseil (Uruguay), tous les invités | |
| S/PV.7889 23 février 2017 | Lettre datée du 27 janvier 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen (S/2017/81) | Projet de résolution présenté par le Royaume-Uni (S/2017/142) | | | | Résolution 2342 (2017) 15-0-0 |
| S/PV.7954 30 mai 2017 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, représentante de l'organisation Mwatana Organization for Human Rights | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), tous les invités | |
| S/PV.7974 15 juin 2017 | | | | | | S/PRST/2017/7 |
| S/PV.7999 12 juillet 2017 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Trois membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Suède, Uruguay), tous les invités ^e | |
| S/PV.8027 18 août 2017 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence | Deux membres du Conseil (Bolivie (État plurinational de), Uruguay), tous les invités ^f | |
| S/PV.8066 10 octobre 2017 | | | Yémen | Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, | Deux membres du Conseil (Bolivie (État | |

**Première partie. Examen des questions relevant
de la responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine
du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------|---|---|---|---|
| | | | | Directeur de la Division de la coordination et des interventions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires | plurinational de), Uruguay), tous les invités | |

^a Le représentant du Japon a pris la parole en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#).

^b Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a participé à la séance par visioconférence depuis Bruxelles.

^c L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a participé à la séance par visioconférence depuis Koweït.

^d Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a participé à la séance par visioconférence depuis Bahreïn.

^e L'Envoyé spécial du Secrétaire général a participé à la séance par visioconférence depuis Amman ; le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé et celui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont participé à la séance par visioconférence depuis Genève.

^f Le Yémen était représenté par son vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a participé à la séance par visioconférence depuis Amman.

Séances : la situation au Moyen-Orient – Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|---|---|---|---|---|---|---|
| S/PV.7726 29 juin 2016 | Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour la période allant du 1 ^{er} mars au 20 mai 2016 (S/2016/520) | Projet de résolution présenté par les États-Unis et la Fédération de Russie (S/2016/578) | | | Un membre du Conseil (Nouvelle-Zélande) | Résolution 2294 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7843 19 décembre 2016 | Rapport du Secrétaire général sur la FNUOD pour la période allant du 30 août au 17 novembre 2016 (S/2016/1037) | Projet de résolution présenté par les États-Unis et la Fédération de Russie (S/2016/1064) | | | | Résolution 2330 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7986 29 juin 2017 | Rapport du Secrétaire général sur la FNUOD pour la période allant du 2 mars au 16 mai 2017 (S/2017/486) | Projet de résolution présenté par les États-Unis et la Fédération de Russie (S/2017/547) | | | | Résolution 2361 (2017) 15-0-0 |
| S/PV.8145 21 décembre 2017 | Rapport du Secrétaire général sur la FNUOD pour la période allant du 10 septembre au 24 novembre 2017 (S/2017/1024) | Projet de résolution présenté par les États-Unis et la Fédération de Russie (S/2017/1074) | | | | Résolution 2394 (2017) 15-0-0 |

Séances : la situation au Moyen-Orient – Force intérimaire des Nations Unies au Liban et résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité

| <i>Séance et date</i> | <i>Question subsidiaire</i> | <i>Autres documents</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 37</i> | <i>Invitations adressées au titre de l'article 39 et autres invitations</i> | <i>Intervenants</i> | <i>Décision et vote (pour-contre-abstentions)</i> |
|--|--|---|---|---|-----------------------------------|---|
| S/PV.7742 22 juillet 2016 | | | Liban | | | S/PRST/2016/10 |
| S/PV.7763 30 août 2016 | Lettre datée du 3 août 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2016/681) | Projet de résolution présenté par 12 membres du Conseil ^a (S/2016/744) | Israël, Italie, Liban | | | Résolution 2305 (2016) 15-0-0 |
| S/PV.7799 1 ^{er} novembre 2016 | | | Liban | | | S/PRST/2016/15 |
| S/PV.8037 30 août 2017 | Lettre datée du 4 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/680) | Projet de résolution présenté par la France (S/2017/743) | Israël, Liban | | 7 membres du Conseil ^b | Résolution 2373 (2017) 15-0-0 |

^a Angola, Égypte, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Sénégal et Ukraine.

^b Chine, États-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Royaume-Uni et Uruguay.

25. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Pendant la période considérée, le Conseil de sécurité a tenu 26 séances sur la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ». Il a adopté une résolution en décembre 2016 et n'est pas parvenu à adopter un projet de résolution en décembre 2017, en raison du vote négatif d'un de ses membres permanents. Pendant la période considérée et conformément à la pratique établie, il a régulièrement entendu des exposés du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne et a tenu des débats publics trimestriels au titre de cette question. En 2016-2017, il a également examiné l'évolution de la situation au Liban, en République arabe syrienne et au Yémen, ainsi que la situation politique générale au Moyen-Orient²⁷⁵. On trouvera dans le tableau ci-dessous de plus amples informations sur les séances, notamment sur les participants, les intervenants et les décisions.

Durant la période 2016-2017, le Conseil a examiné la question de la poursuite de l'expansion des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie. Le

23 décembre 2016, après le retrait d'un projet de résolution présenté par l'Égypte²⁷⁶, il a examiné un projet de résolution présenté par la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, la République bolivarienne du Venezuela et le Sénégal, qui a été adopté en tant que résolution [2334 \(2016\)](#). Dans cette résolution, le Conseil a constaté avec une vive préoccupation que la poursuite des activités de peuplement israéliennes mettait gravement en péril la viabilité de la solution des deux États fondée sur les frontières de 1967 et a réitéré sa vision d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivraient côte à côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. À cet égard, il a réaffirmé que la création par Israël de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé depuis 1967 n'avait aucun fondement en droit et constituait une violation flagrante du droit international, et a souligné qu'il était essentiel qu'Israël mette un terme à toutes ses activités de peuplement pour préserver la solution des deux États²⁷⁷.

²⁷⁶ [S/PV.7853](#), p. 5 (Égypte). Pour plus d'informations sur les aspects procéduraux du retrait, voir la section VIII (Prise de décisions et vote) de la deuxième partie.

²⁷⁷ Résolution [2334 \(2016\)](#), cinquième et neuvième alinéas, et par. 1 et 4.

²⁷⁵ Pour plus d'informations, voir la section 23 (La situation au Moyen-Orient) de la première partie.